

Agence nationale du médicament vétérinaire  
14 rue Claude Bourgelat  
Parc d'Activités de la Grande Marche  
CS 70611 - 35306 FOUGERES CEDEX – France  
Téléphone : + 33 (0)2 99 94 66 65

Etablissement n° 2122

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE DE SECURITE SANITAIRE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRAVAIL,

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 5142-2 et R. 5142-15,

Vu l'autorisation d'ouverture n° V 92240/14 du 13/05/2014, octroyée à l'entreprise DERET LOGISTIQUE, pour  
l'établissement dépositaire de médicaments vétérinaires situé 580 RUE DU CHAMP ROUGE, 45770 SARAN,

Vu le courrier reçu le 14/06/2021, de l'entreprise DERET LOGISTIQUE, demandant l'abrogation de  
l'autorisation d'ouverture de l'établissement susvisé,

Considérant l'absence de toute activité pharmaceutique vétérinaire au sein de l'établissement susvisé depuis  
l'autorisation initiale,

DECIDE :

**ARTICLE 1** - L'autorisation d'ouverture n° V 92240/14 du 13/05/2014 susvisée, accordée à l'entreprise DERET  
LOGISTIQUE, pour l'établissement dépositaire de médicaments vétérinaires situé 580 RUE DU CHAMP  
ROUGE, 45770 SARAN, est abrogée par la présente décision enregistrée sous le n° V 294713/21.

**ARTICLE 2** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de  
l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ou du Directeur de  
l'Agence nationale du médicament vétérinaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification.  
Ce n'est qu'après un rejet explicite de ce recours ou un rejet implicite résultant du silence gardé par le Directeur  
général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ou par le  
Directeur l'Agence nationale du médicament vétérinaire pendant deux mois, qu'un recours contentieux peut être  
intenté auprès du tribunal administratif dont dépend l'entreprise ou dans le ressort duquel est situé le siège  
social de l'entreprise.

L'exercice d'un recours n'est pas suspensif de l'interdiction de réaliser des opérations pharmaceutiques  
vétérinaires découlant de l'abrogation de l'autorisation d'ouverture.

**ARTICLE 3** - L'adjoint au directeur en charge des décisions administratives est responsable de l'exécution de la  
présente décision.

Fait à Fougères, le 17/06/2021

**Pour le Directeur général de l'Agence nationale de sécurité  
sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail,  
et par délégation,  
l'Adjoint au directeur en charge des décisions  
administratives de l'Agence nationale du  
médicament vétérinaire**



**Mickaëlle SACHET**